Documents concernant l'histoire du mouvement de l'École Moderne Française et de son fondateur Célestin Freinet. 1920.

Numéro d'inventaire : 2011.01741
Type de document : dossier documentaire
Éditeur : Amis de Freinet (Les)
Date de création : 1950 (vers)
Collection : Documents concernant l'histoire du mouvement de l'École Moderne Française et de son fondateur Célestin Freinet
Description : Pochette cartonnée perforéen contenant feuilles papier imprimées.
Mesures : hauteur : 300 mm ; largeur : 215 mm
Notes : Dossier comprenant les premiers articles de Célestin Freinet, des messages d'Henri Barbusse et Romain Rolland aux instituteurs syndicalistes, un rapport de Louis Hobey. La plupart des documents sont des fac-similés extraits de "L'École émancipée".
Mots-clés : Méthodes pédagogiques actives (y compris la coopération scolaire, classes vertes, méthode Freinet)
Filière : aucune
Niveau : aucun
Autres descriptions : Langue : Français
Nombre de pages : n.p.

DOCUMENTS

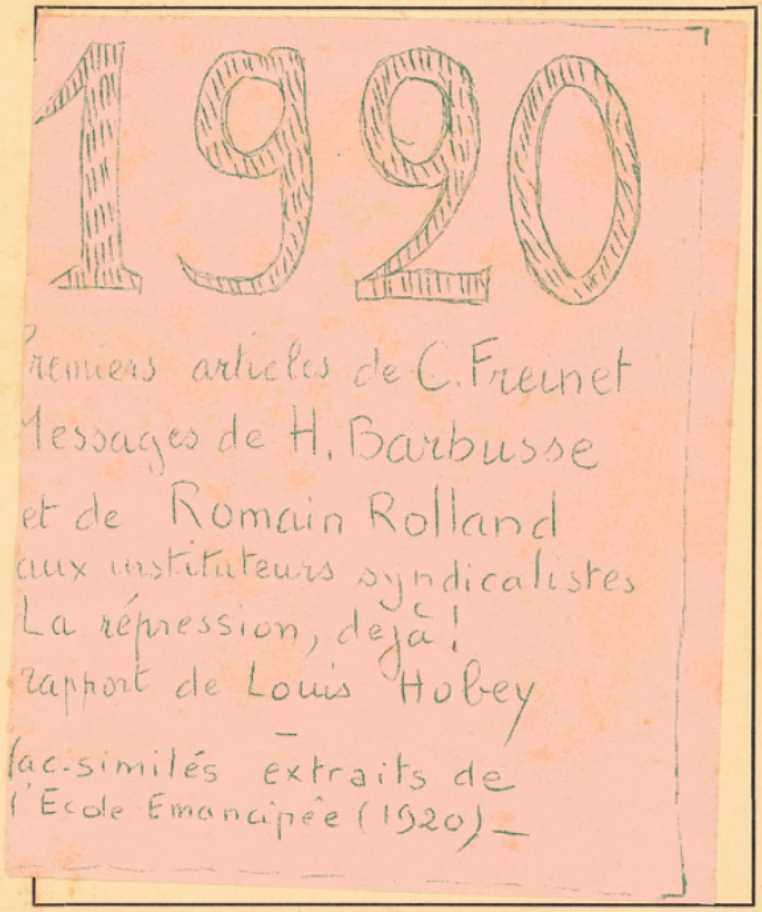
concernant l'histoire du mouvement de

l'ÉCOLE MODERNE FRANÇAISE

et de son fondateur

CÉLESTIN FREINET

(1896-1966)



Edité par les Amis de FREINET

skin museum
Export articles
PDF sub-titles

Le Gouvernement contre le Personnel Enseignant

L'AFFAIRE BRIARD

Nous avons relaté, dans notre dernier numéro, la façon odieuse dont le policier de Dieppe avaient arrêté notre camarade Briard, secrétaire du syndicat des membres de l'enseignement de Seine-Inférieure.

Le trésorier de ce syndicat, le camarade Hobey, nous adresse, au sujet de cette affaire, les renseignements suivants :

Voilà donc notre secrétaire général en prison. Pourquoi ? Briard n'est ni cheminot, ni docker. Il n'est mêlé en rien aux derniers événements ! Quand on se reporte à l'inculpation « complot contre la sûreté intérieure de l'État et menées anarchistes » on a tout dit : il est inutile d'insister : une pareille inculpation se met sur le papier, mais ne se soutient pas !

Il faut donc chercher autre chose. Briard est « mal vu » à Dieppe... par la classe bourgeoise qui compte deux de ses plus illustres représentants actuels, MM. Bignon, ministre, et Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat. Des bruits couraient avant son arrestation, rumeurs imbéciles destinées à préparer le terrain. Briard avait préparé une liste des notables destinés à être enfermés au Vieux-Château en cas de révolution ! Ils étaient d'abord 600, puis 300, puis 180 seulement ! La presse locale imprimait ces petites saletés pour influencer la masse... Briard faisait, aux enfants des syndiqués, le jeudi, aux « Loisirs ouvriers, » des projections révolutionnaires. Il apprenait à ces enfants des chants révolutionnaires, des horreurs s'il en fut !

Il se disait enfin le futur « président » du soviet local, comme si ce mot de « président » de soviet pouvait être inventé autrement que par un esprit borné... que Briard n'est pas.

Mais depuis son arrestation même, vous ne savez pas que Briard aurait dénoncé, le traître, 50 bons camarades comme faisant partie du grand « complot ». Et les instituteurs de Dieppe non syndiqués en tête de liste des notables ! Tout y est, vous dis-je ! Autant de bruits, autant d'inepties, autant de perfidies destinées à nuire, mais inepties et perfidies qui, comme tout « bourrage de crâne qui se respecte » font leur chemin dans la masse !

La vérité toute simple, c'est que Briard est un militant syndicaliste sincère, un de ceux qui suivent leur chemin sans s'occuper le moins du monde de l'opinion des adversaires de classe. Le commissaire de police a donné son opinion à la fin d'une perquisition qui n'avait rien produit : « Somme toute, c'est un syndicaliste à outrance ! » La vérité, c'est aussi que Briard est l'ami personnel de tous les syndiqués de Dieppe et qu'il fait un avec la classe ouvrière de cette « petite paroisse. »

La vérité encore, la voici :

Notre secrétaire général a été arrêté sur ordre de M. le Préfet de la Seine-Inférieure Or, nous savons parfaitement, nous savons *textuellement* l'opinion de M. le Préfet sur Briard. Résumons simplement pour aujourd'hui : il ne l'a pas du tout en « odeur de sainteté. » Briard, instituteur syndiqué, ne faisait que du syndicalisme, du vrai, du bon. Il était gênant, vous comprenez, cet homme ! On avait fait traîner jusqu'en 1919 la vieille affaire Briard de 1912, mais c'était tout. On n'avait pas pu, jusque là, s'en débarrasser tout à fait, car, en temps normal, tout de même, n'est-ce pas, on y regarde. En temps de crise, ce n'est plus la même chose : inculper un homme de « complot » est facile, s'assurer de sa personne est facile encore. Le reste... Il ne s'agit pas de tirer ici des conclusions immédiates. Le reste vient après.

Il suffit, je crois, des quelques vérités ci-dessus pour faire bien comprendre que l'arrestation de Briard est une affaire toute syndicale, et c'est seulement ainsi que notre Conseil syndical a pu l'envisager.

D'abord, l'absence de son secrétaire général ne peut qu'entraver l'action du syndicat. Ensuite, on a emporté de chez lui des papiers syndicaux. Mieux, la secrétaire-adjointe a été également perquisitionnée. Les papiers emportés sont toutes les circulaires syndicales traitant exclusivement de questions syndicales. C'est donc bien une atteinte directe au droit syndical du personnel enseignant.

Voilà, sans qu'il puisse être question ici d'attaque contre quiconque ou de polémique, le vrai jour sous lequel se présente l'affaire Briard.

Et maintenant, bien que la valeur de ce geste puisse être considérée comme nulle, il convient cependant de dire que nous sommes comme Briard des syndicalistes qui menons la même action, il convient d'affirmer qu'entre Briard et nous il y a une solidarité étroite dont nous sommes fiers.

Nous ressentons vivement le coup qui lui est porté et sommes de tout cœur avec lui.

Il est maintenant au régime politique, mais par une étrange compréhension de ce régime, sa femme n'a pas encore pu le voir. Seuls, ses enfants, les deux petits qui demandent « ce que papa a fait pour être en prison », ont été autorisés à lui rendre visite.

Le Conseil syndical a adopté l'ordre du jour suivant :

« Considérant que l'arrestation de son secrétaire « Paul Briard, instituteur à Dieppe, sous l'inculpa- « tion de « complot contre la sûreté intérieure de « l'Etat et menées anarchistes » n'est qu'un pré- « texte pour abattre le mouvement syndical de « l'Enseignement,

« Proteste contre cette atteinte indirecte au droit « syndical,

« Dénonce à l'opinion publique les violences po- « licières (pris à la gorge, arraché de chez lui par « la fenêtre, chemise déchirée) dont Briard a été « victime avant déclaration de l'identité des agres- « seurs,

« Affirme son étroite solidarité avec le vaillant « militant syndicaliste qu'est son secrétaire général,

« Demande sa mise immédiate en liberté pro- « visoire. »

Les choses en sont là.

Pour le Conseil syndical et par ordre,

Louis HOBEY.

MUSÉE NATIONAL DE L'ÉDUCATION

skin museum
Export articles
PDF sub-titles

Sommes-nous prêts ?

Dans l'*E.E.* du 22 mai, P. Rebours dit : « Cégétistes de toutes tendances... tâtez-vous ? Etes-vous prêts ? »

La grève a pris fin, mais elle reprendra demain. Tâtons-nous.

Je crois, en effet, qu'il est grand temps de regarder la situation en face et de mettre un terme à la comédie que nous jouons depuis quelques mois, nous syndicats « minoritaires », adhérents à la IIIe Internationale et qui n'avons pas encore pu faire un geste d'action directe, pas même au 1er mai.

Les militants, dont nul ne veut contestar la foi révolutionnaire, ont voulu entraîner leurs masses — qui ont refusé de les suivre. Une deuxième fois le Conseil Fédéral a essayé d'amorcer le mouvement, seul le syndicat des Bouches-du-Rhône a fait grève.

Et il faut avoir le courage de se dire que si demain la C. G. T. nous donnait l'ordre de grève nous serions incapables d'obéir : ou bien alors nous marcherions à un massacre — héroïque oui — mais inutile et compromettant. Cette situation est humiliante apparemment mais la valeur d'un militant — comme celle d'un chef pendant la guerre — n'est pas faite seulement de désintéressement et d'héroïsme aux heures graves ; je la vois plutôt dans sa capacité à entraîner les autres pour le succès de l'opération avec le minimum de pertes.

Nous ne sommes pas prêts. Au lieu d'essayer de couvrir notre impuissance par de la phraséologie révolutionnaire, voyons enfin notre situation et au travail.

Il y a un an, nos syndicats étaient squelettiques mais ils étaient vraiment minoritaires. Ils ont cessé de l'être le jour où faisant risette aux indécis nous avons admis ceux-ci dans nos groupements — dont ils constituent aujourd'hui la masse importante, neutre souvent, parfois même anticégétiste, reculant devant la solidarité pécuniaire pour les ouvriers en grève. Le fait est là. Pour notre compte — et je crois que nous pouvons en être fiers — nous avons passé de 60 à 210. Nous espérons être bientôt 400. Nous ne sommes, par conséquent qu'un syndicat en formation.

Cette masse, il faut d'abord la syndicaliser, lui donner le sens de la solidarité ouvrière nationale et internationale. A cet effet, nous devrons, dès que nous pourrons manier cette arme sans danger mortel, essayer de la grève corporative qui éduquera et aguerrira. Ensuite viendra la vraie action syndicale. Et que l'on s'y méprenne pas. Tout syndicat passera « mathématiquement » par ces diverses phases — par où ont passé les cheminots et autres. La période agitée que nous traversons peut précipiter ces étapes ; elle ne les supprimera pas.

Que ceux qui s'obstinent dans leur principe de minorité agissante réfléchissent enfin. Au moment où la bourgeoisie ameute ses réserves, nous n'avons pas le droit, nous, de nous désintéresser des neutres. Une majorité imposante s'est levée dans la dernière grève ; ce n'est pas encore assez. Et nous, instituteurs, nous sentons-nous capables de lancer dans la bataille une telle majorité ? Oh ! non, loin de là ! La proportion actuelle ne serait pas 50 0|0 ; elle serait 5 0|0. Donc « Recrutons ».

Recrutons, que ceux qui craignent que l'on perde momentanément un peu de notre vigueur se disent bien que, même s'il en est ainsi, nous serons 10 fois plus forts sous peu. Ne nous laissons pas hypnotiser par la révolution ; ne nous lançons pas dans l'offensive à outrance qui a déja tant coûté a la France.

Non, la révolution n'est pas pour demain. Ne craignons pas qu'on la fasse sans nous : nous recevrons notre part des coups. Aguerrissons-nous, préparons, mais ménageons nos forces

Nous n'en sommes encore qu'à la période des coups de main dont la grève récente a ouvert la série — qui en sera longue et pénible. Nous tâtons l'ennemi. Hélas ! dans notre retraite prévue et ordonnée, quelques-uns des nôtres restent toujours accrochés aux réseaux. Mais quand bientôt nous serons prêts, avec cette vigueur décuplée nous ferons notre attaque. Et le principal pour nous c'est que ce jour-là, nous soyons à la hauteur de notre tâche.

Recrutons et instruisons. Ah ! que nos camarades ouvriers ne nous jettent pas de sitôt la pierre. Le tâche est rude. Ce n'est pas avec des mots que nous entraînerons nos éléments dissémines, demi-bourgeois dont l'instruction les fait se méfier davantage d'une doctrine qu'on leur dit si misérable.

La propagande chez nous doit être plus nourrie, plus scientifique, sinon elle échouera. Il faut d'abord et à tout prix répandre les écrits antimilitaristes, et internationalistes, ceux qui prêchent l'amour des peuples et non la haine. La période est propice à cette éducation : haine soigneusement attisée, 3 classes sous les drapeaux 20 mois après l'armistice, guerre aux quatre coins de la planète ensanglantée, partout la force bafouant le droit et la liberté. Tous au travail et vous verrez la moisson prochaine.

Notre propagande aura alors prise sur nos éléments ainsi préparés, et nous ne serons plus une troupe sans idéal ni discipline s'élançant tête baissée sur le tranchée colossale.

Ce jour-là — et ce jour-là seulement — nous aurons notre majorité syndicaliste. Nous serons prêts.

Et pour terminer, maintenant que le prolétariat a enfin montré qu'il a encore du sang de 89 dans les veines, crions avec Raymond Lefebvre :

Propagande ! Propagande !

Célestin FREINET.
Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

MUSÉE NATIONAL DE L'ÉDUCATION